

Mobiliser, comme à la guerre

*Propos du général (2s) Vincent DESPORTES
Recueillis par Isabelle LASSERRE (Le Figaro)
20 mars 2020*

Ancien directeur de l'École de guerre, le général Vincent Desportes réfute que la France soit en guerre contre un virus ; en revanche, il donne raison au président de la République d'avoir établi ce parallèle, car il est question de « la vie et de la mort d'individus et de nations ». Et il explique au Figaro pourquoi le raisonnement militaire peut servir dans cette crise.

LE FIGARO.- Emmanuel Macron a-t-il raison de parler de guerre ? Est-il possible d'être en guerre contre un virus ?

Vincent DESPORTES.- La question est effectivement justifiée, car le président a adopté un costume martial et pleinement endossé son rôle de chef des armées. Littéralement, il ne s'agit pas d'une guerre. La guerre, c'est l'affrontement armé des volontés. Elle suppose l'opposition ou la compétition de deux entités politiques porteuses d'un projet antagoniste ou concurrent. La guerre est interactive par nature. Elle est un exercice dialectique dont on ne connaît pas l'issue, si ce n'est, quand on prend l'exemple des derniers conflits, en Irak et en Afghanistan, un résultat perdant-perdant. Or, dans la crise qui nous occupe, il n'y a pas de volonté adverse. Et tout pousse à croire que l'issue finale sera gagnant-perdant. Car nous en viendrons à bout. Il est donc erroné de dire que notre combat contre le coronavirus est une guerre. Pour autant, Emmanuel Macron a raison d'avoir établi le parallèle et d'avoir parlé de guerre, et par six fois. D'abord parce que les enjeux sont très importants, comme ils le sont dans une guerre. On parle de la vie et de la mort d'individus et de nations. Ensuite parce qu'il faut, comme à la guerre, *mobiliser les consciences, les volontés et les moyens*.

En Allemagne, Angela Merkel, elle, n'a pas comparé le combat contre le Covid-19 à une guerre. Pourquoi ?

Sans doute parce que la France est une société encore très centralisée, régaliennne dans ses réactions, qui a l'habitude d'être dirigée du centre. Ce n'est pas le cas de l'Allemagne. En outre, la France est une nation guerrière. La notion de guerre y bénéficie d'une « meilleure » image. L'Allemagne a rejeté la guerre depuis 1945. Son image reste très négative dans la psyché des Allemands, alors qu'elle peut être productive dans celle des Français.

Qu'est-ce que c'est que d'être en guerre aujourd'hui en France ?

La France est déjà en guerre contre le terrorisme. Être en guerre, cela signifie trois choses. D'abord, faire prévaloir le collectif sur l'individu, *subordonner l'intérêt personnel à l'intérêt national*, restreindre les libertés de chacun pour permettre la survie de tous. Ce qui suppose un arbitrage entre les libertés individuelles et la sécurité générale. Enfin, être en guerre cela veut aussi dire faire converger des volontés vers un objectif et subordonner sans faiblesse l'accessoire à l'essentiel.

Y a-t-il des fronts dans cette guerre ?

Non, il n'y a pas de fronts. On ne peut pas stopper le virus en fermant les frontières. Mais cela n'empêche pas le raisonnement militaire, ainsi que le dilemme qui l'accompagne, et qui consiste à s'occuper du présent et du futur en même temps. Car il faut faire en sorte que l'avenir demeure possible. C'est le « quoi qu'il en coûte » d'Emmanuel Macron en matière économique. Il faut préserver la capacité de la nation, et donc de l'économie, à redémarrer. Le rôle du gouvernement est d'effectuer des arbitrages entre les impératifs de l'heure et l'exigence du futur. Il faut être capable de traverser la crise. En cela le raisonnement militaire, appliqué au niveau national et international, peut aider. Davantage que de fronts, il faut parler de batailles et de lignes d'opérations. La règle générale, c'est qu'une guerre n'est gagnée que si on remporte un certain nombre de batailles. J'en vois trois dans la crise actuelle : *l'arrêt de la propagation du virus par le confinement*, donc l'arrêt des déplacements individuels inutiles et un contrôle par les forces de l'ordre ; *la guérison des malades grâce à la mobilisation des services de santé civils et militaires* ; enfin *la capacité de la population à vivre en maintenant les services essentiels* (alimentation, eau, énergie...).

Est-ce cela l'avenir de la guerre, davantage que le Mali ou l'Afghanistan ?

Nul ne connaît l'avenir de la guerre. Par nature, elle peut prendre des formes toujours nouvelles et surprenantes. Une nation ne peut pas savoir ce que sera la guerre de demain. C'est pour cela qu'il faut développer deux éléments qui permettent la survie dans l'inattendu. Ce sont toujours les mêmes : la capacité d'adaptation permanente et la résilience. Cela suppose des *conditions matérielles (redondance et réserves) et psychologiques*. Notre société est basée sur le beau temps et elle croit en sa capacité de le maintenir. Or on a enlevé tout ce qui permettait de résister à l'inconnu, tout le surplus, tout le gras qui peut amortir les chocs. C'est pareil avec la résilience. La résilience d'une nation, comme celle d'une armée, provient de la solidité des liens, elle émane du collectif. On ne se sort d'une crise que par l'effacement du soi derrière l'obligation du nous. Or notre société est de plus en plus individualiste.

Que veut dire être un bon soldat en France aujourd'hui ?

Il faut que le collectif revienne et qu'il l'emporte sur l'individualisme... La crise ne se résout pas par la peur et le repliement, mais par le collectif, l'entraide et la solidarité. Il faut faire confiance à la France, à la nation et à l'État. La France est un pays fort avec les meilleurs scientifiques. Un bon soldat ne s'en sort que s'il admet la nécessité d'une autorité supérieure, en mesure de coordonner les effets et donc d'arbitrer entre les multiples impératifs. Il est utile de faire appel aujourd'hui aux valeurs de l'armée. La *discipline* et l'obéissance librement consenties. La confiance, dans toutes ses dimensions, mais surtout la confiance en l'autre, qu'il s'agisse du voisin ou du médecin. La *fraternité* : dans l'armée, chacun pense d'abord à son voisin avant de penser à lui. Enfin le recours à l'initiative individuelle et le *bon sens*. Le gouvernement ne pouvant écrire des lois pour chacun, il faut faire prévaloir le bon sens et l'intérêt supérieur.

Cette crise est une opportunité. Notre société devenait de plus en plus individualiste. C'est l'occasion de nous reconstruire comme nation. On peut en sortir plus forts et plus unis pour affronter le monde qui vient.